

LA VALEUR DE L'ARGENT. SUPRÉMATIE DE L'ORDRE MARCHAND

Entretien avec [Jacques Julliard](#)

L'École de la Cause freudienne | « [La Cause du Désir](#) »

2013/3 N° 85 | pages 133 à 145

ISSN 2258-8051

ISBN 978290504079

DOI 10.3917/lcdd.085.0133

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-la-cause-du-desir-2013-3-page-133.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'École de la Cause freudienne.
© L'École de la Cause freudienne. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

RENCONTRE AVEC LA CAUSE DU DÉSIR JACQUES JULLIARD



La valeur de l'argent Suprématie de l'ordre marchand

Entretien avec Jacques Julliard

Anaëlle Lebovits-Quenehen — Je voudrais commencer par une question touchant à l'actualité de cette année. On a entendu à la radio François Fillon déclarer ses revenus et ses biens (devançant ce faisant ce qui sera bientôt une contrainte pour les hommes politiques français sur fond d'affaire Cahuzac). Il déclarait donc approximativement ceci : j'ai moins de cent mille euros sur mon compte, une maison qui ne coûte pas plus de quatre cent mille euros et deux voitures qui ont plus de dix ans... N'y a-t-il pas là un certain ridicule ?

Jacques Julliard — J'ai entendu cette déclaration et j'ai pensé que l'on était dans un réflexe bien français, parce qu'en l'occurrence, ce qui est en question n'est pas de savoir si les gens sont riches ou pauvres, mais de savoir s'ils ont payé leurs impôts, s'ils sont des citoyens respectueux de la loi. Or, je vois tout le déferlement de ces déclarations – pas seulement celles de Fillon d'ailleurs, mais d'autres également – qui disent : « mais vous savez, on est très très pauvres ; bien sûr, on a une voiture, mais elle est vieille, on a une maison, mais c'est une toute petite maison que l'on a achetée grâce à l'héritage de la grand-mère... » Bref, on se défend d'être riche dans la tradition française, alors que ce qui a posé problème dans l'affaire Cahuzac, c'est l'origine douteuse d'une partie de sa fortune. On a une course au misérabilisme de la part de gens dont on sait qu'ils ne sont pas misérables, et qui, ce faisant, répondent à côté, car l'affaire Cahuzac ne pose pas fondamentalement le problème de l'inégalité entre citoyens, mais celui de l'irrespect de la loi.

A. L.-Q. — Parler d'argent n'est en tout cas pas tabou pour vous : vous avez beaucoup écrit à ce sujet¹.

J. J. — Je considère qu'il faut toujours parler d'argent. Il n'y a que les riches qui considèrent qu'il s'agit là d'un sujet vulgaire. Lorsque quelqu'un évite de parler d'argent, c'est qu'il n'a pas nécessairement la conscience tranquille avec l'argent, ou en tout cas qu'il est

Entretien réalisé par Anaëlle Lebovits-Quenehen, Aurélie Pfauwadel, Deborah Gutermann-Jacquet et Benoît Delarue en avril 2013. Retranscription : Michèle Simon. Édition : Anaëlle Lebovits-Quenehen, Alice Delarue et Caroline Leduc.

1. Cf. notamment Julliard J., *L'Argent, Dieu et le Diable. Péguy, Bernanos, Claudel face au monde moderne*, Paris, Flammarion, 2008.

suffisamment riche pour considérer qu'il est au-dessus de cela. C'est une remarque que fait Péguy : les pauvres doivent toujours parler d'argent, surtout avec les riches. Mais les pauvres sont intimidés, ils ne parlent pas d'argent aux riches, ce qui fait d'ailleurs le jeu des possédants. Le discours sur l'argent n'est pas neutre dans notre société. Dans les bonnes familles, surtout à table, on ne parle ni de sexe ni d'argent. Et alors même qu'aujourd'hui on se met à y parler de sexe, on ne peut toujours pas parler d'argent.

A. L.-Q. — En France en tout cas. Parce qu'aux États-Unis par exemple, on ne peut toujours pas parler de sexe, alors qu'on parle facilement d'argent.

J. J. — Dans le passé, on ne parlait ni de sexe, ni d'argent, ni de politique. Les conversations étaient passionnantes, imaginez !

A. L.-Q. — Qu'est-ce qui a changé dans le rapport de nos contemporains français à l'argent ?

J. J. — L'extension de la valeur d'échange à ce qui relève de valeurs non marchandes, non quantifiables, par exemple ce qu'on appelle les valeurs tout court, ces valeurs qui relèvent de l'amitié, de l'amour, de la religion, du respect, de « la science des individus ». Péguy avance que dans le monde ancien qu'il prend comme modèle – non sans une certaine nostalgie, on peut le supposer –, les valeurs d'argent existaient mais n'étaient pas seules ni absolument dominantes. Elles coexistaient finalement avec d'autres valeurs, non monétaires, non échangeables. Ainsi, la société aristocratique ou médiévale était une société essentiellement fondée sur l'honneur. On connaît d'ailleurs le mépris que les aristocrates ont pour l'argent. Évidemment, ce mépris implique une part d'hypocrisie : les aristocrates faisaient partie de ces riches dont je disais tout à l'heure qu'ils refusent de parler d'argent parce que, pour eux, la question est d'avance réglée du fait qu'ils en ont. En tous cas, à cette époque, il existait d'autres valeurs. Mais c'est également vrai de l'époque où la classe ouvrière et, d'une manière plus générale la classe populaire, étaient constituées comme telles. Les valeurs de solidarité y prédominaient alors.

A. L.-Q. — L'honneur pour l'aristocratie et la solidarité pour le prolétariat ?

J. J. — On peut schématiquement distinguer trois systèmes sociaux qui reposent sur des valeurs extra-monétaires : le système aristocratique qui s'appuie sur l'honneur, le système chrétien qui repose sur la charité et le système populaire, que l'on peut aussi appeler prolétariat, qui repose sur la solidarité. Il s'agit chaque fois de la valeur *princeps*. Or, la société bourgeoise – et là, je paraphrase Péguy – a introduit par rapport à tout cela dans le monde ancien une valeur qui à terme a éliminé les autres, celle de l'argent. Ce que Péguy reproche au monde bourgeois, ce n'est pas d'avoir imposé l'argent comme valeur d'échange, puisqu'il n'y a pas une seule société dont la dimension monétaire soit absente : même dans les sociétés sans argent, il y a des valeurs monétaires et une strate économique de la société. Il lui reproche plutôt que cette valeur ait éliminé toutes les autres. Péguy écrit cela au début du XX^e siècle, mais ce qui s'est ensuite produit lui a donné raison dans des proportions très impressionnantes.

A. L.-Q. — Quand il parle par exemple de « l'immense prostitution du monde moderne », pour vous, on est en plein dedans ?

J. J. — Voilà. Péguy ne sait pas encore à quel point il a raison, parce qu'à l'époque où il écrit, subsistent encore des îlots ou des atolls de valeurs.

Aurélie Pfauwadel — Vous reprenez également avec Péguy les trois ordres de valeurs pascaliennes.

J. J. — Voilà. Il reprend Pascal et il le simplifie. Chez Pascal, il y a trois ordres : les valeurs temporelles fondées sur la force ou sur l'argent (ce qui revient au même puisqu'il s'agit dans les deux cas de rapport de forces) ; les valeurs intellectuelles ; et les valeurs spirituelles. Pour Péguy, les valeurs intellectuelles et les valeurs spirituelles peuvent être mises dans le même panier en ce sens qu'elles sont non monétaires. Or, à l'époque où il écrit, il y a encore des valeurs conceptuellement autonomes. Par exemple, l'expérience du monde libertarien américain, dans laquelle l'universalité du modèle monétaire est théorisée, ce qui permet de tout ramener à la loi de l'offre et de la demande, n'a pas encore eu lieu. C'est sous son influence qu'en France, désormais, on parle y compris du vote en ces termes d'offre et de demande. Les partis politiques sont considérés comme présentant une offre : leur programme, et cette offre est sanctionnée par une réponse des citoyens, considérée comme une demande. L'ordre politique est alors amalgamé à l'ordre monétaire, au modèle de l'échange marchand.

A. L.-Q. — Aux États-Unis, il est peut-être vrai que tout est pensé en termes monétaires, mais dans les faits, par exemple dans le domaine de la recherche expérimentale, les Américains offrent des financements à leurs chercheurs qui sont absolument extraordinaires et sans exiger que leurs recherches soient toujours nécessairement rentables.

J. J. — Je ne prétends pas que les libertariens ont totalement perverti la société américaine. Paradoxalement, c'est peut-être le lieu dont est issue cette idéologie qui est aussi celui qui peut accueillir de façon désintéressée des chercheurs eux-mêmes désintéressés. L'utilité d'une recherche n'étant pas la garantie de sa valeur propre, cet exemple prouve qu'on échappe encore un peu au sombre constat de Péguy. Cela dit, quand vous songez qu'une fonction régaliennes comme celle de punir les coupables peut être considérée comme monnayable par les libertariens américains, ça laisse pantois. Car voici une fonction de l'État, qui est à ce titre censée être désintéressée, qui devient une composante du système monétaire. Et je ne parle pas du monde intellectuel qui a été extraordinairement gagné par les valeurs de l'argent...

A. L.-Q. — Comment repérez-vous cela, justement ?

J. J. — Je vous donne un exemple. Au milieu du XIX^e siècle, un homme comme Louis Blanc, socialiste, disciple de Robespierre, considère que les valeurs de l'esprit ne doivent pas être monétarisées. Considérant que l'esprit doit être à la portée de tous, il se positionne contre les droits d'auteur. Mais cette idée a été vivement combattue par d'autres esprits qui considéraient quant à eux que l'argent est la condition de l'indépendance

dans une société comme la nôtre. Dans cette optique, c'est parce que toute la société est monétaire que ceux qui n'ont pas d'argent ne sont pas indépendants. Songez que les femmes ont conquis leur indépendance en devenant salariées, c'est-à-dire en prenant activement part au système monétaire, sortant *ipso facto* des nobles fonctions que sont l'enfantement, la tenue de la maison, et ce qui va avec... C'est en revendiquant leur autonomie financière que les femmes ont acquis leur autonomie politique. Un système qui repose sur l'argent est donc à la fois totalitaire et émancipateur. Des possibilités d'émancipation existent à l'intérieur de ce système, ne songeons pas à le nier. Il y a cependant aujourd'hui cette idée prévalente selon laquelle tout rapport social peut être rabattu sur un rapport monétaire.

A. L.-Q. — La valeur monétaire aurait donc touché tous les secteurs de la vie humaine ?

J. J. — Je ne dis pas que l'extension de l'argent a absolument gagné tous les secteurs de la vie humaine. L'amour résiste par exemple à ce phénomène. Et je crois même que l'amour est moins monétarisé et marchandisé aujourd'hui qu'il ne le fut à d'autres époques. Le mariage a longtemps été considéré comme un pur et simple contrat juridique entre les deux parties, alors que toute la poussée de la société moderne va au contraire dans le sens d'émanciper l'amour et le mariage lui-même de sa condition monétaire. Autrement dit, je ne prétends pas que l'argent a totalement et définitivement gagné la partie, mais les forces dominantes vont dans ce sens, avec des contre-effets et des remises en cause de l'intérieur de ce système. C'est pourquoi si on peut le considérer comme un système totalitaire, au sens où tous les aspects de la société y sont impliqués, ce système n'est en tout cas pas un système dictatorial. La bataille n'est ainsi ni définitivement gagnée ni définitivement perdue.

Une valeur qui ne serait pas du semblant

A. P. — Vous indiquez que le système monétaire est gros d'une puissance émancipatrice, mais il produit également de l'inégalité. Est-ce en ce sens que vous vous inquiétez de ce que la valeur argent et le modèle conceptuel qui en découle gagnent toutes les sphères de la société ?

J. J. — En fait, toutes les valeurs d'affirmation de l'individu sont des valeurs inégalitaires au sens où elles sont singulières et échappent ainsi complètement à la possibilité d'être comparées à d'autres. Je dois prochainement faire un débat avec Luc Ferry au Collège de philosophie sur les valeurs de la République que sont la liberté et l'égalité. Eh bien je m'apprête à dire que l'égalité est une valeur de soumission et que la liberté est une valeur de désordre, de remise en cause de l'ordre établi quel qu'il soit. Je voudrais vous donner un exemple qui m'a beaucoup frappé. Sous Mitterrand, un débat a eu lieu sur les salaires des vedettes de la télévision – les salaires de Léon Zitrone, et peut-être de Christine Ockrent étaient en cause. Mitterrand avait défendu le système en considérant qu'après tout, cette inflation monétaire ne faisait que refléter la valeur propre de ces acteurs et de leur talent professionnel. Je trouve de tels propos choquants.

A. L.-Q. — En quoi ?

J. J. — Ce jour-là, je me suis demandé comment un instituteur de Corrèze ou du Morbihan, ou un postier des Basses-Alpes, pouvait recevoir la parole du président affirmant qu'en somme, le talent est proportionnel au salaire que vous recevez ! Cela voudrait dire que le postier des Alpes-de-Haute-Provence, a cent fois moins d'aptitude, de talent, de valeur sociale que la vedette de télévision !

A. L.-Q. — Vous ne pouvez pourtant pas nier qu'on ne vous donne pas le même salaire qu'à un jeune chroniqueur de *Marianne*. Vos salaires sont calculés en fonction d'un certain nombre de critères qui vous donnent une valeur sinon intrinsèque, du moins une valeur marchande indexée sur la demande que suscitent vos chroniques.

J. J. — Ma notoriété est en effet comptabilisée dans la valeur d'échange de mes papiers ou de mes livres. Il n'existe aucune société qui ne hiérarchise pas. Cette hiérarchisation tient compte de plusieurs facteurs : l'âge, l'accumulation de citations de mes travaux, ma présence médiatique... Toute la question est de savoir ce que signifie cette hiérarchisation que sanctionne le salaire. Car je ne prétendrais pas nécessairement que mes articles sont meilleurs que ceux du jeune journaliste débutant et qui sera pourtant beaucoup moins bien payé que moi. Mes articles sont certes payés plus cher que les siens, mais je me demande chaque semaine s'ils sont réellement meilleurs.

A. L.-Q. — Celui qui vous commande ces articles en tout cas, et les rémunère, a manifestement l'idée que ses lecteurs veulent lire du Jacques Julliard tandis qu'ils n'achètent pas sa revue pour lire les articles du débutant dont ils ignorent tout. Ce n'est pas insensé que cela se paye, puisque le journal lui-même se vend à condition de donner à son lectorat ce que son lectorat souhaite y trouver.

J. J. — Sans doute, oui, mais le point essentiel de cette affaire est de ne pas *essentialiser* ce que j'appelle la valeur ajoutée. Quand Mitterrand dit que les présentateurs télé sont payés en fonction du retour sur investissement que la chaîne a réalisé grâce à eux, il procède d'une logique purement commerciale. Je crois que cette logique est extrêmement agressive si l'on en tire pour conséquence que les prestations d'untel sont meilleures que celles d'un autre sous prétexte qu'elles sont mieux payées. Elles sont peut-être meilleures du point de vue de leur valeur d'échange mais elles ne le sont pas nécessairement de celui de leur valeur d'usage. Aussi lorsque le système sous-entend que la valeur d'échange implique ou élimine la valeur d'usage, je considère qu'on est dans la prostitution.

A. L.-Q. — C'est cela que vous nommez « l'immense prostitution du monde » ?

J. J. — Absolument. La prostitution implique une substitution, en l'occurrence, l'argent à la place du sexe. La valeur d'usage tient toujours compte de la particularité de l'objet, tandis que la valeur d'échange oublie toutes les particularités de l'objet au profit d'une seule de ses particularités : sa valeur d'échange.

A. L.-Q. — Une expression désigne en français la prostitution comme « le plus vieux métier du monde ». N'y aurait-il pas là l'indication que la prostitution accompagne l'humain comme l'hirondelle le printemps ?

J. J. — Je suis très tranquille pour vous répondre oui, mais en ceci que tout ce qui est humain, précisément, n'est pas humain. Il est inhérent à l'humain d'être inhumain. C'est peut-être dans sa nature, mais cela ne signifie nullement que ce soit là sa vocation. La prostitution fait partie de l'humain, en effet, mais le fait que ce soit de la nature de l'homme ne vaut pas absolution pour autant.

De la nature humaine et du fric

A. L.-Q. — Mais alors, une fois fait le constat du mal en l'homme, qu'une certaine conception de l'argent peut d'ailleurs, selon vous, représenter paradigmatisquement, comment s'en défaire ? Il semble en effet que dans votre livre *Dieu, le diable, l'argent*, vous entendez participer à combattre l'inhumain en l'homme.

J. J. — Oui. Je ne l'ai pas écrit pour cela, mais ce sentiment m'est venu au cours de sa rédaction. Généralement, à part quelques écrits exclusivement polémiques, j'écris un livre parce que je suis fasciné par un sujet. Ce n'est qu'à la fin que je découvre le but qui a présidé à cette démarche.

A. L.-Q. — Quand vous commencez à écrire ce livre sur l'argent, vous n'avez donc pas la moindre idée que vous allez prendre parti dans ce combat contre le fric – je dis bien le fric, car vous distinguez le fric de l'argent ?

J. J. — Absolument, c'est la différence que je fais entre le capital, qui est indispensable et parfaitement légitime, et la dégradation du capital en instrument de pure consommation, voire en moyen de corruption. Je n'ai pas dit que toute consommation est prostitution. Quand j'achète du jambon plutôt que du boudin, c'est un choix personnel. Tels que je les distingue, le fric est donc un instrument de pure consommation, voire de corruption, tandis que le capital est un instrument de production. Le fric pousse à la prostitution (à ce que je considère comme tel), parce que vous ne pouvez pas prétendre obtenir d'autrui un sentiment pur à votre égard par le seul pouvoir de l'argent. Ce qu'on peut acheter, c'est la complaisance, les services, mais pas l'amour désintéressé [rires]. La prostitution commence, selon moi, lorsque vous prétendez obtenir par les moyens de l'argent quelque chose qu'autrui ne vous donnerait pas spontanément. Une prostituée ne coucherait pas avec vous gratuitement – cela peut arriver mais c'est très rare. Quand ce qui est justement supposé ne pas avoir de valeur d'échange commence à en avoir, je considère qu'on est dans la prostitution, c'est-à-dire dans la dénaturation.

A. L.-Q. — Vous supposez donc qu'il y a une nature humaine...

J. J. — Il y a une nature des choses comme dirait Montesquieu et peut-être bien également une nature humaine. Je pense la chose en terme de projet. Il est dans la nature de l'homme de dépasser sa nature telle qu'il l'a reçue, pour en faire quelque chose d'élévé. C'est de l'ordre du projet, de l'artifice, de la construction et pas simplement du fonctionnement.

A. P. — Où loger la cause de la corruption dont vous parlez ? Dans l'argent en lui-même ou chez les individus qui ont rapport à lui ?

J. J. — L'argent ne se promène jamais tout seul dans la rue. Il est inséparable de celui qui le possède ou de celui qui le désire. Mais si je peux dire que l'argent est corrupteur, c'est dans la mesure où il est le seul équivalent universel et qu'il nie ainsi la nature des choses, tendant à réduire toute valeur d'usage à la valeur d'échange. L'argent est un corrupteur universel tout simplement parce qu'il est censé pouvoir vous donner tout ce que vous désirez y compris, et c'est la méprise que je dénonce, les valeurs les plus désintéressées.

A. L.-Q. — Est-il selon vous possible d'envisager l'homme débarrassé de ce que vous nommez « prostitution » ?

J. J. — Je vous ai déjà dit que la prostitution est typique de l'homme, par opposition à l'animal. Et pourtant je la dénonce, au profit de son projet, de son désir, mais aussi de sa capacité à construire quelque chose. Puisqu'on est parti de Péguy, je reprendrais volontiers à mon compte son idée selon laquelle le projet du monde moderne est d'abolir la distinction des ordres, de ramener tous les ordres à celui du pouvoir que représente l'argent. Un projet humain doit au contraire respecter *a minima* la distinction des ordres au sens pascalien de ce terme, c'est-à-dire sa part animale, sa part naturelle et sa surnature. Quand ces trois niveaux sont confondus au profit d'un seul d'entre eux, on est dans un registre que je condamne, oui, et qui me paraît contraire à l'éthique et à l'idée que je me fais de l'homme.

A. L.-Q. — Vous avez une certaine idée de l'homme à laquelle celles de la « corruption » ou de la « prostitution » contreviennent.

J. J. — Oui. Tout le monde a une certaine idée de l'homme.

A. P. — Quel sens cela a-t-il selon vous d'évaluer l'homme contemporain, de plus en plus corrompu selon vous, à l'aune de l'idée qu'on se fait de lui ?

J. J. — L'homme moderne n'est pas totalement corrompu. Il n'a pas cédé tout entier à la dictature de l'argent. Pour dire les choses très simplement : il y a quelque chose dans la société de l'argent qui lutte contre la société de l'argent. On peut le repérer dans différents domaines : l'art, la politique, la religion, l'amitié. Mais cette dynamique doit continuellement se battre contre les empiètements de l'ordre monétaire. L'un des buts de mon livre est d'essayer de renforcer ce qui dans le monde de l'argent lui échappe encore. On a jusqu'ici surtout parlé de Péguy qui est unilatéral sur la question, mais Claudel également est très intéressant, faisant valoir que l'argent est en même temps un instrument d'émancipation, un instrument de progrès. Claudel est provocateur quand il fait dire à Thomas Pollock Nageoire, un *businessman*, dans *L'échange* : « Béni soit dieu qui a donné le dollar à l'homme ! » Ce n'est évidemment pas dieu qui a donné le dollar à l'homme ! [rires] Il y a aussi, chez Claudel, des pages extraordinaires sur le dollar comme agent du Bien. Il rejoint dans cet esprit un autre auteur chrétien, Léon Bloy, qui peut par exemple avancer que l'argent est l'eucharistie du diable.

A. P. — Cet abord moral de la question de l'argent est-il selon vous indépassable ?

J. J. — Oui, à condition d'employer le terme « morale » dans un sens le plus large possible, c'est-à-dire au sens « des valeurs véhiculées dans le monde ». C'est indépassable

parce que la dynamique de l'argent n'implique pas de valeur. La force du monde capitaliste, du monde bourgeois, c'est d'avoir éliminé la valeur des rapports sociaux.

A. P. — Avec la crise financière, la moralisation du rapport à l'argent semble tout de même faire son grand retour.

J. J. — Il y a en effet un fort retour de la morale et beaucoup d'altermondialistes, notamment dans le tiers-monde, sont de religion chrétienne, et spécialement catholique, c'est-à-dire se réclamant d'une morale où l'argent est souvent dénoncé comme agent de la corruption.

A. L.-Q. — Et pourtant l'Église ne recigne pas à exhiber ses richesses, à commencer par ses églises dont certaines sont richement ornées.

J. J. — Il y en effet cette idée dans l'Église catholique que l'argent peut être sauvé à condition d'être utilisé *ad majorem dei gloriam*. User d'argent afin de bâtir Saint-Pierre de Rome est dans cette perspective un bon usage de l'argent. C'est le paradoxe que souligne Jésus lui-même lorsque Marie-Madeleine répand des parfums coûteux sur ses pieds et que Judas dit : « Quelle honte, on aurait mieux fait d'user de cet argent pour aider les pauvres. » Jésus répond alors : « Vous aurez toujours des pauvres parmi vous, vous ne m'aurez pas toujours avec vous. » Autrement dit, pour l'Église, même si la corruption par l'argent est à combattre, on ne doit pas pour autant avoir une conception matérialiste des valeurs, pas même de la charité. Cela suppose une sorte de désintéressement, presque esthétique. C'est une tension permanente, mais c'est justement ce qui m'a fasciné depuis que je lis les évangiles : Jésus n'est jamais là où on l'attend.

L'étalon du père

A. L.-Q. — Comment en êtes-vous venu à vous poser toutes ces questions sur l'argent ? Sont-ce des questions qui vous taraudent depuis toujours ? Avez-vous changé d'avis sur ces questions au cours de votre vie ?

J. J. — Je ne sais pas. J'ai toujours pensé cette question avec, comme dit Hollande, « une boîte à outils » singulière. Alors, oui, je pense que ma façon de me poser cette question de l'argent a changé, pas seulement dans ma façon de la présenter, mais jusques et y compris dans la façon dont je la ressens. On peut la ressentir par la voie de la lecture de l'Évangile, mais on peut également la ressentir tout simplement dans la vie quotidienne. D'ailleurs, je pense que Jésus aurait davantage encouragé ceux qui s'intéressent à cette question à aller voir les pauvres qu'à lire les évangiles. C'est l'anti pharisaïsme par excellence ! Nietzsche a pu dire qu'il n'y a jamais eu qu'un seul chrétien et qu'il est mort sur la croix. Je suis d'accord avec cette idée. Je crois que personne n'a vraiment le droit de se dire chrétien ; en tout cas moi je n'ose pas.

A. L.-Q. — Dans quelle conception de l'argent avez-vous initialement baigné ?

J. J. — L'argent ne jouait pas un très grand rôle dans ma famille. On ne m'a par exemple jamais dit qu'il fallait en gagner ! Mes parents étaient de petits commerçants.

A. L.-Q. — Comme commerçants, ils avaient tout de même un rapport à la chose ! Leur métier consistait à échanger contre de l'argent toute sorte d'objets marchands...

J. J. — Oui, enfin ma mère qui était catholique pensait cela. Mon père qui était laïc et républicain méprisait l'argent. Ma mère entretenait un certain rapport à l'argent, celui des femmes de sa génération, venues d'un milieu paysan et qui considéraient l'argent comme ce qu'elles n'avaient jamais eu. Ce n'est pas que les paysans français aient été misérables, mais leur bien-être ne passait pas par l'argent. Un dicton dit que le paysan n'achetait que le fer et le sel. Les paysans étaient jusqu'à il y a peu encore largement dans une économie de troc. Alors, oui, il y avait une fascination paysanne pour l'argent que ma mère a en partie héritée. Quant à mon père qui était pourtant le commerçant des deux, l'argent ne l'intéressait pas...

A. L.-Q. — Ce devait être un bien mauvais commerçant alors ! [rires]

J. J. — Il était marchand de vin et quand on s'enquérait du prix d'une bouteille de vin pour établir une facture, il demandait toujours pour qui elle était avant de répondre et, alors qu'il était tout à fait agnostique et même anticlérical, si on lui répondait que c'était pour les religieuses, il énonçait une somme inférieure au prix fixé. Il prenait en compte le fait qu'elles n'avaient pas beaucoup d'argent.

A. L.-Q. — Pour le coup, la valeur d'échange d'un produit n'était pas du tout universelle pour lui !

J. J. — Mon père était complètement égaré dans un métier dont l'échange constituait le cœur. Cela ne l'intéressait pas. Il ne détestait pas l'argent, il n'était pas pharisaïque, mais ça ne l'intéressait pas. L'argent ne jouait pas de rôle dans sa vie, il était content d'avoir une petite aisance, mais n'a jamais cherché à l'accroître et ne jugeait pas les gens sur l'argent qu'ils avaient ou dont ils manquaient. Quant à ma mère, l'argent n'était sûrement pas la valeur suprême pour elle, mais elle était plus âpre au gain et considérait que si le commerce n'avait été qu'aux mains de mon père, il aurait rapidement fait faillite. J'ai une admiration infinie pour mon père. Je ne lui arrive pas à la cheville ! Un de mes amis l'a caractérisé très justement comme un sage de l'Ancien Testament : il vivait et marchait vêtu de probité candide.

A. L.-Q. — L'homme idéal en somme !

J. J. — Ce n'était pas l'homme idéal. Pour moi, mon père, c'était dieu ! On a des dieux plus ou moins fréquentables.

A. L.-Q. — L'étalon de la nature humaine dont nous parlions tout à l'heure, c'est votre père finalement.

J. J. — Oui.

A. L.-Q. — Pourrait-on ainsi considérer que votre côté anti-fric est hérité de lui tandis que votre respect pour l'argent comme capital vous vient des valeurs transmises par votre mère ?

J. J. — Oui, si vous voulez. Ma mère était non seulement catholique, mais elle jouait encore le rôle de la femme dans la société traditionnelle. Elle tenait les cordons de la

bourse, s'occupait du matériel et effectivement, elle en avait le souci, elle était très économique... La sorte de sagesse de mes parents, celle de mon père surtout, fait que je n'ai pas eu de moment de révolte contre eux.

A. L.-Q. — Jamais ?

J. J. — Non. Je les admirais beaucoup trop. Je me suis éloigné d'eux pour faire mes études. Et ma révolte d'alors n'était pas dirigée contre mes parents. J'ai eu beaucoup de chance d'avoir ce père ! Mon père était un homme, sinon irresponsable, du moins le plus souvent intéressé à autre chose qu'à ce qui aurait dû l'occuper. Ainsi, il laissait les autres travailler parce que ce qui l'intéressait, c'était la forêt. Il s'y promenait volontiers et il était passionné par la propriété collective des communes forestières. Mon père défendait cela, le fait que les forêts soient la propriété des habitants en tant que collectivité lui plaisait. Du reste, les bénéfices de l'exploitation de ces forêts n'alimentaient pas le budget de la commune mais étaient reversés aux habitants... Ma mère avait plus de défauts que mon père.

A. L.-Q. — De quel genre était-elle ?

J. J. — Du côté de ma mère, on était très catholique, mais anticlérical. Ma grand-mère n'aurait manqué la messe pour rien au monde, mais en rentrant de l'église, elle disait du mal du curé : « Ces gens-là ne pensent qu'à l'argent. Vous savez, les curés passent leur temps à mendier. Ce sont des hommes d'argent ! » Elle considérait ainsi que si les mains des prêtres sont saintes, dans la mesure où elles ont été consacrées, cela n'impliquait aucune sainteté de leur être.

A. L.-Q. — Ils s'entendaient bien ?

J. J. — Absolument. Ma mère était donc catholique et anticléricale et mon père était tout à fait agnostique mais avait l'esprit évangélique ! Ma mère boudait parfois, n'adressait plus la parole à son mari pendant un moment, souvent pour des griefs matériels. Lui attendait que ça lui passe.

A. L.-Q. — C'est donc sur les questions matérielles qu'ils s'opposaient.

J. J. — Oui, c'est cela. Elle avait une admiration infinie pour son mari. D'ailleurs toute la famille admirait mon père. Je ne sais pas si cette anecdote intéresse notre propos, mais il y avait à la cave un commis qui travaillait avec mon père et qui faisait presque partie de la famille. Ce commis avait été frustré dans son héritage au profit de son frère et avait ainsi rompu tout lien avec ses parents. C'est dans ce contexte qu'il est arrivé chez nous. Progressivement, il a été intégré à la famille – il est d'ailleurs enterré dans le caveau familial. C'est lui qui m'a appris à lire, à compter, à conduire voiture et camion, à faucher à la main, à la machine... Il avait une admiration infinie pour mon père. Quand les Allemands sont venus chercher mon père parce qu'il avait été dénoncé par des habitants du village où ils vivaient, Auguste, le commis, s'est désigné comme étant M. Julliard. Les Allemands l'ont emmené...

A. L.-Q. — Que lui est-il arrivé ?

J. J. — Au centre de triage voisin, un milicien a reconnu Auguste et dit aux Allemands : « Mais, ce n'est pas du tout M. Julliard ! » À la libération – c'est une scène qui m'a marqué à vie – le type qui avait dénoncé mon père et qui était le chef de la légion pétainiste du coin, a été arrêté et emprisonné à la gendarmerie toute proche de la maison de mon père. Un jour, on voit mon père partir vers la gendarmerie. Il redescend une heure après et ma mère lui lance : « Je suis sûre que tu es allé faire libérer le gros F* ». Et mon père, athée, lui a répondu : « Tu sais, Andrée, il faut toujours pardonner. La vie du village doit continuer, que veux-tu ? » Il était allé faire libérer le type qui l'avait dénoncé. Je trouve cela sublime ! Moi, j'en aurais été incapable, et ma mère, pourtant catholique, en était furieuse.

A. L.-Q. — On avait le sens du sacrifice dans votre famille !

J. J. — Et en même temps, dans la vie du village, il se fondait dans la banalité du quotidien. Dans la vie des Julliard, il y a juste ces deux moments un peu exceptionnels : celui où le commis se livre à la place de mon père parce que mon père était un dieu pour lui aussi, et puis quelques temps plus tard, celui où mon père fait libérer son dénonciateur.

Benoît Delarue — La charité ou le pardon sont pourtant des valeurs catholiques. Lorsqu'on donne de l'argent par exemple, lorsqu'on fait la charité, on se décharge en quelque sorte d'une certaine culpabilité.

J. J. — Encore une fois, mon père n'était pas du tout catholique. À ses yeux, c'était la morale universelle, issue de la Troisième République, qu'il respectait. Il pointait, en acte, les accointances de l'éthique républicaine avec la morale chrétienne. D'ailleurs, c'était assez conforme à l'idée que les fondateurs de la République se faisaient de la morale : une laïcisation de la morale chrétienne. Chez Jules Ferry, notamment, il y a cette volonté de laïciser la morale chrétienne pour en faire une morale acceptable pour tous les citoyens.

Déborah Gutermann-Jacquet — Vous avez fait l'histoire des gauches, avez travaillé dès votre thèse sur les grévistes, les ouvriers, les forces populaires. Ce sont donc là des valeurs que vous reconnaissiez profondément ?

J. J. — Oui, il y avait une tradition de gauche dans la famille. Mon père était conseiller général et maire du village. En 1936, on lui avait même demandé d'être candidat du Front populaire à la députation. Mais ma mère s'y est opposée : elle avait peur qu'il soit élu. Ce que j'ai découvert par moi-même et qui était complètement étranger à l'univers familial, c'est le monde ouvrier, ou du moins le monde militant : la CFTC puis la CFDT. Cela m'a amené à travailler sur le syndicalisme révolutionnaire et sur toute cette tradition qui ne croit qu'aux individus, qui croit ainsi que le monde sera sauvé par une poignée d'individus. Moi, si j'ai une conviction, bien que je sois démocrate, c'est que le monde ne sera pas sauvé par le peuple, mais par un petit nombre.

A. L.-Q. — Vous croyez donc que le monde doit être sauvé.

J. J. — Absolument ! Je suis pascalien. Pour moi, il y a deux grands penseurs dans la littérature française, Pascal et Rousseau. Ils pensent tous les deux que l'homme est un être

failli, tombé, déchu. Pascal, à cause du péché originel, et Rousseau, à cause de ce péché originel qu'est la société – je résume beaucoup, mais c'est l'idée. Je ne pense pas que l'homme soit mauvais – ni qu'il soit bon d'ailleurs. Je pense en tout cas que seul l'héroïsme d'un petit nombre peut sauver le monde. Et chaque fois que je suis majoritaire quelque part, je me demande : « Quelle connerie ai-je faite ? »

A. P. — Le refus est une attitude qui ne donne pas nécessairement les moyens de changer le monde.

J. J. — Le refus n'est pas nécessairement héroïque ! À certains moments, il peut se manifester comme refus de pratiquer avec l'argent ou avec le nombre. C'est pour cela que si je me dis démocrate, c'est sans excès. Car je crois que la majorité est rarement du côté de la résistance, de l'exigence, du dépassement. Je crois au petit nombre. Je crois qu'en 1940, c'était De Gaulle. Je crois que c'était Jésus sur la croix. Je crois aux minorités, aux syndicalistes révolutionnaires, aux anarchistes – à condition qu'ils ne fassent pas trop de connexions.

D. G.-J. — Et vous croyez aux grands hommes ?

J. J. — Le grand homme est l'homme qui dit non, comme De Gaulle ou Mendès France. Autrement dit, il faut savoir résister au peuple, tout en restant à l'intérieur de la démocratie, parce qu'on n'a jamais raison contre le peuple. C'est ce que ces hommes font, et c'est sur eux que repose ce que j'appellerais « le salut du monde ». Encore une scène qui m'a marquée : en 1940, ma famille est réunie. J'ai sept ans. J'entends encore la voix de Pétain dire aux français : « Je vous annonce qu'il faut cesser le combat ». Tout le monde se met à pleurer. On n'avait pas choisi d'être du côté de la résistance, c'était une chose qui allait de soi... On parle là de tout autre chose que de notre objet initial. Vous faites un numéro sur l'argent, donc. C'est passionnant. Qu'aurez-vous dans ce numéro ?

[Anaëlle Lebovits-Quenehen donne quelques indications concernant la composition du numéro]

J. J. — À une certaine époque, on recevait des lettres de menaces, d'injures – beaucoup moins aujourd'hui. Quand elles venaient de gauche, c'était toujours : « Tu seras pendu avec les tripes du dernier capitaliste ! », les menaces étaient sanguinaires. Et quand elles venaient de droite, c'était plutôt : « On te mettra le nez dans ton caca. » Je n'ai jamais osé écrire que la gauche c'était le stade oral, et la droite le stade anal ! [rires] Il n'y a jamais eu de travaux là-dessus ?

A. L.-Q. — Dit comme ça, je ne crois pas. À vous alors d'écrire ça !